



Mise à jour : avril 2024

L'huissier de justice dans le monde

USA National Association of Professional Process Servers (NAPPS)

Nom (singulier et pluriel) : **Process Server / Process Servers**

Présentation

Généralités

Environ 15 000 process servers travaillent dans un environ 10.000 bureaux. Certains fonctionnent comme des indépendants ; d'autres sont employés par le tribunal et dans les bureaux du shérif. Ils travaillent ensemble avec environ 50 000 collaborateurs.

Formation

Formation préalable et continue des process servers

Chacun des 50 États et le District de Columbia ont des lois, règles et exigences différentes concernant la signification des procédures. Pour devenir process server, différents niveaux de formation sont requis, selon l'État et/ou la juridiction. Cette formation est normalement obligatoire, mais certains États exigent un examen de certification. Durée : 1-2 ans. Dans les États dotés de certifications et de licences, une formation continue et continue est requise chaque année.

Formation continue des collaborateurs de process servers

Il n'existe pas de système de formation continue pour les collaborateurs de process servers.

Conditions d'exercice de la profession

Dans certains Etats, un examen professionnel est nécessaire pour exercer le métier d'huissier. Les exigences varient d'un État à l'autre. Au moins un État exige que tous les process servers soient nommés par un juge. Le nombre de process servers n'est pas limité. Un process server peut exercer son activité au sein d'une structure comprenant un autre ou plusieurs autres process servers. Entre 30 et 40% des process servers exercent à titre individuel, les autres exerçant sous une forme non-individuelle.

La profession est représentée au plan national par la **National Association of Professional Process Servers (NAPPS)**.

Obligations du process server et règles éthiques

Le process server est soumis à des obligations suivantes corrélatives à l'exercice de ses activités :

- Exercice obligatoire du ministère du process server et cas d'exemption éventuels.



Mise à jour : avril 2024

- Interdiction d’instrumenter dans certains cas (parenté, alliance, conflit d’intérêt, ...).
- Cas et conditions dans lesquels le process server doit exercer personnellement son ministère.
- Conditions de conservation des documents rédigés par le process server.
- Tenue d’une comptabilité.
- Obligation de respecter des règles éthiques et/ou de déontologie.

Chaque État et le District de Columbia ont des règles de procédure civile et des statuts auxquels les process servers doivent se conformer. En outre, certains États disposent de conseils et de panels qui régissent les actes des process servers opérant dans leur État ou juridiction. Ils peuvent engager des actions disciplinaires à l’encontre des process servers pour avoir enfreint leurs règles. La NAPPS maintient son propre code de conduite éthique et veille strictement à ce que ses membres y adhèrent.

Activités

Exécution des décisions de justice

L’exécution des décisions de justice n’entre pas dans les activités des process servers privés.

Signification des actes judiciaires et/ou extrajudiciaires

Le process server peut signifier ou notifier les actes judiciaires et/ou extrajudiciaires en matière civile, commerciale et/ou pénale.

Vente aux enchères publiques forcée

Le process server n’est pas habilité à procéder à la vente aux enchères forcée des biens.

Vente aux enchères publiques volontaire

Le process server n’est habilité à procéder à la vente aux enchères volontaires des biens.

Autres activités (X = oui)	
Recouvrement de créances	
Constats	
Séquestre	
Conseil juridique	
Procédures de faillites	
Missions confiées par le juge	
Médiation	
Représentation des parties devant les juridictions	
Rédaction d’actes sous-seing privé	
Service des audiences	
Administration d’immeubles	